



DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DU MECENAT ET DES PARTENARIATS DU GROUPE
56 rue de Lille
75356 Paris 07 SP

ACCORD-CADRE N° 20255086

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**Fourniture et gestion-vente d'objets
promotionnels**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type de contrat	4
1.4 - Conditions d'émission des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Pièces de l'Accord-cadre	6
3 - Définitions	6
4 - Protection des données à caractère personnel	8
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée de l'Accord-cadre	8
5.2 - Délais d'exécution	8
6 - Prix de l'Accord-cadre	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	9
7 - Conditions d'exécution des prestations	10
7.1 - Obligations générales du Titulaire	10
7.2 - Remise de fin d'année (RFA) sous la forme d'heures d'insertion	11
7.3 - Remise de fin d'année (RFA) financière	13
7.4 - Disponibilité et compétence des intervenants	14
7.5 - Confidentialité	15
7.6 - Obligation de conseil et de mise en garde	15
7.7 - Conflit d'intérêt	16
7.8 - Garantie en contrefaçon	16
7.9 - Force majeure	17
7.10 - Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution	17
7.11 - Travail clandestin	18
7.12 - Obligations en matière de vente par internet - à distance	18
7.13 - Obligations de résultat liées à la Solution	18
7.14 - Déclarations du Titulaire relatives à la Solution	19
7.15 - Hébergement la Solution	19
7.16 - Accès et disponibilité de la Solution	20
7.17 - Respect des niveaux de service relatifs à la Solution	21
7.18 - Garanties relatives à la Solution	22
7.19 Sécurité informatique	22
7.20 - Maintenance	23
7.21 - Traçabilité	24
7.22 - Audit	24
7.23 - Réversibilité	25
7.24 - Prise en compte des préoccupations environnementales	25
8 - Droit de propriété intellectuelle	26
8.1 - Protection des éléments de l'Acheteur	26
8.3 - Droits de propriété intellectuelle octroyés par le Titulaire sur les autres Livrables	27
9 - Constatation de l'exécution des prestations	27
9.1 - Conditions générales de vérifications	27
9.2 - Vérification et admission de la Solution et de la maintenance associée	28
9.3 - Vérification des autres prestations	30

10 - Garantie des prestations (hors Solution)	31
11 - Modalités de règlement des comptes	31
11.1 - Garanties Financières	31
11.2 - Avance	31
11.3 - Paiements des prestations	31
11.4 - Acomptes.....	32
11.5 - Présentation des demandes de paiement	32
11.6 - Délai global de paiement	33
11.7 - Paiement des cotraitants	33
11.8 - Paiement des sous-traitants	33
12 - Pénalités	34
12.1 - Conditions générales d'application des pénalités	34
12.2 - Pénalités de retard.....	34
12.3 - Pénalités pour indisponibilité.....	35
12.4 - Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale	35
12.5 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail	35
12.6 - Pénalités en cas de non-respect du reporting environnemental	35
13 - Responsabilités	35
14 - Assurances	36
15 - Résiliation de l'Accord-cadre.....	36
15.1 - Conditions de résiliation de l'Accord-cadre	36
15.2 - Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire	37
16 - Règlement des litiges et langues	37
17 - Clauses complémentaires	38
17.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT.....	38
17.2 - Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur.....	38
17.3 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption.....	38
17.4 - Régularité administrative du Titulaire	38
17.5 - Changement de circonstances.....	39
18 - Dérogations au CCAG - Fournitures courantes et services	39

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la **fourniture et la gestion et vente d'objets promotionnels pour les besoins de la Caisse des dépôts (ci-après « CDC ») et certaines de ses filiales.**

A cet effet, un groupement d'achat a été constitué entre la CDC et ses filiales (ci-après « le Groupement » ou « l'Acheteur ») **Informatique CDC (ICDC), CDC Biodiversité et CDC Croissance.** Le coordonnateur du groupement est la CDC.

Ces prestations s'exécutent sous la forme d'un Accord-cadre à bons de commande (« l'Accord-cadre ») au sens de l'article R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

On entend par « Titulaire » l'opérateur économique auquel est notifié le présent Accord-cadre.

L'Accord-cadre a en particulier pour objet de confier au Titulaire la fourniture d'objets à visée promotionnelle ou événementielle, incluant le stockage, la manutention et la livraison des produits, mais aussi la gestion d'un site de commande et de vente en ligne de ces objets. Les commandes peuvent aussi bien émaner d'un service de l'Acheteur (commande professionnelle) que d'un de ses collaborateurs (commande individuelle).

La fourniture d'objets promotionnels doit satisfaire plusieurs impératifs :

- Garantir l'image et les valeurs véhiculées par la Caisse des dépôts (modernité, transparence, dynamisme, long terme),
- Garantir un niveau de qualité élevé avec une gamme d'objets esthétiques et de bonne facture,
- Proposer une gamme d'objets écoresponsables et issus de filières de fabrication maîtrisées et faisant l'objet d'une traçabilité,
- Optimiser les coûts d'acquisition,
- Améliorer les circuits internes et de pilotage.

Les caractéristiques précises des prestations sont définies dans le CCTP

1.2 - Décomposition du contrat

L'Accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

Il est attribué à un seul opérateur économique (Titulaire).

1.3 - Type de contrat

Le présent contrat est un **accord-cadre à bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 940 000 euros HT (1 128 000 euros TTC)**, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1, R.2162-2, R2162-4 à R2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique (ci-après « Accord-cadre »), réparti ainsi :

Entités	Montant maximum en € HT pour 4 ans
CDC	800 000
ICDC	100 000
CDC CROISSANCE	20 000
CDC BIODIVERSITE	20 000

L'accord-cadre comporte des prestations à prix forfaitaires et des prestations à prix unitaires réparties de la manière suivante et dont le détail figure dans le bordereau des prix :

Prestations forfaitaires	Conception, administration et maintenance du site de vente en ligne
	Stockage
Prestations unitaires¹	Fourniture et livraison des objets : <ul style="list-style-type: none">- De la collection permanente ;- Relatifs aux événements sportifs.
	Livraisons
	Marquages spécifiques
	Prestations d'évolution du site en ligne

1.4 - Conditions d'émission des bons de commande

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'Acheteur.

Ce dernier émet les bons de commande en fonction de ses besoins, **par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau des prix** du présent Accord-cadre.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf décision contraire de l'Acheteur, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui sera précisée dans ledit bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'Acheteur peuvent être honorés par le Titulaire.

L'émission des bons de commande est exécutoire et s'effectue **sans négociation** avec le Titulaire.

L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

¹ Ce tableau n'inclut pas à ce stade la Prestation supplémentaire Eventuelle (PSE) facultative relative à la réalisation du rapport sur la vérification des informations incluses dans la Déclaration de Performance Extra-financière (qui sera ou non intégrée au contrat lors de sa signature)

1.5 - Réalisation de prestations similaires

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'Accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel Accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent Accord-cadre.

2 - Pièces de l'Accord-cadre

Les pièces de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont :
 - ✓ Le Bordereau des prix (DPGF et BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont :
 - ✓ L'annexe relative aux Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les prestataires de services à la CDC (RSSIPS) ;
 - ✓ L'annexe intitulée « Plaquette CDC portail SY » ;
 - ✓ L'annexe intitulée « Portail-Bonnes pratiques » ;
 - ✓ L'attestation sur l'honneur du candidat relative au conflit d'intérêt
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont :
 - ✓ L'annexe 1 : Chartes graphiques du groupe Caisse des Dépôts et de la Banque des Territoires
 - ✓ L'annexe 2 : Logos du groupe Caisse des Dépôts et de la Banque des Territoires (formats AI et JPG)
 - ✓ Annexe 3 : Statistiques relatives aux achats suivis par la direction de la communication sur l'année N
- Le questionnaire SaaS ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre remise par le Titulaire, comprenant également le (s) catalogue (s) des produits et des tarifs en relation avec les prestations objet de l'Accord-cadre ;
- Les bons de commande émis en cours d'exécution de l'Accord-cadre dans les conditions définies ci-avant.

Dans les cas où ces documents sont modifiés par voie d'avenants, chaque avenant a un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'Accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte **sans réserve**, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

3 - Définitions

Acheteur : la CDC (Caisse des dépôts, établissement public) et ses filiales membres du groupement bénéficiaires du présent Accord-cadre.

Adaptations : paramétrages réalisés par le Titulaire pour répondre aux besoins de l'Acheteur.

Anomalie : désigne tout défaut, dysfonctionnement, erreur, non-conformité, dégradation des performances ou problème d'utilisation de la Solution, de ses Mises à jour et/ou Nouvelles Versions induisant une gêne ou l'impossibilité totale ou partielle de bénéficier d'une ou plusieurs fonctionnalité(s) de la Solution telles que prévues dans les documents contractuels, indépendamment d'une mauvaise utilisation.

Les anomalies sont classées en trois catégories en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel de la Solution :

- **Anomalie Bloquante** : désigne toute erreur qui, unitairement ou cumulée, a des répercussions sur le fonctionnement, empêchant l'utilisation ou l'exploitation normale d'une fonctionnalité ou plusieurs fonctionnalités essentielle(s) de la Solution et notamment se traduisant par l'absence d'exécution d'une fonction ou défaut dans l'exécution d'une fonction ou représentant une gêne importante pour l'Acheteur.
- **Anomalie Majeure** : désigne toute erreur qui affecte une partie des fonctions de la Solution ; celle-ci fonctionnant de manière dégradée, sans bloquer ou risquer de bloquer l'exploitation d'une fonctionnalité essentielle de la Solution.
- **Anomalie Mineure** : désigne toute autre erreur n'ayant que peu d'impact pour l'Utilisateur.

Documentation : désigne l'ensemble des documents en langue française afférents à la Solution, décrivant ses caractéristiques en termes de fonctionnalités et de performances ainsi que ses modalités d'utilisation. La Documentation est personnalisée à la solution fournie à l'Acheteur et intègre le paramétrage réalisé. Au sens du présent Accord-cadre, lorsqu'il est fait référence à la Documentation, il s'agit toujours de la dernière version en vigueur de la Documentation, si cette dernière est amenée à évoluer régulièrement.

Données : désigne toute information, quel qu'en soit la forme et le fond, contenues et/ou entrées manuellement ou automatiquement, traitées et/ou produites dans le cadre de l'Accord-cadre. Les Données désignent notamment les données d'exploitation de l'Acheteur qui sont traitées par les Utilisateurs, au moyen des fonctionnalités de la Solution.

Heures ouvrées : désigne les heures comprises entre 7 h 30 et 22 h.

Incident de Sécurité : désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptés ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées pour la fourniture de la Solution (notamment sa disponibilité, son intégrité ou sa confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaque ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

Livrable : désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que les objets, la Documentation, les données, rapports, analyses, travaux, résultats, logiciels, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins de l'Acheteur et fournis à l'Acheteur dans le cadre du présent Accord-cadre.

Mise à jour : désigne une version de la solution comprenant des corrections et/ou des adaptations et/ou des modifications non substantielles des fonctionnalités existantes.

Nouvelle version : désigne toute nouvelle version de la solution comprenant de nouvelles fonctionnalités.

Plateforme : désigne les serveurs et l'infrastructure technique du Titulaire qui hébergent la Solution accessible par les Utilisateurs de l'Acheteur via une connexion Internet à l'adresse web indiquée par le Titulaire.

Programme Malveillant : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

Solution : désigne l'outil accessible en mode SaaS mis à disposition de la CDC - à savoir, le site de commande en ligne - et la Documentation qui lui est afférente, intégrant l'ensemble des fonctionnalités décrites dans le CCTP, paramétrée et personnalisée selon les besoins de l'Acheteur.

SaaS ou « Logiciel en tant que Service » : SaaS est l'acronyme de Software as a Service. Désigne le mode d'accès distant aux fonctionnalités de la Solution, par le biais d'Internet.

Services : désigne l'ensemble des services liés à l'utilisation de la Solution par l'Acheteur et décrits notamment au présent document et au CCTP.

Utilisateur : désigne toute personne physique autorisée par l'Acheteur à se connecter par accès distant à la Solution pour en utiliser les fonctionnalités.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seul les finalités et moyens des traitements de données effectués dans le cadre de la réalisation des prestations, à ce titre, il agit en tant que Responsable de traitement. Par conséquent, il fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable et en particulier :

- d'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement, si nécessaire, de la gestion des droits d'accès, de rectification, d'opposition et de radiation des données personnelles relatives à chaque personne concernée ;
- d'intégrer la protection de la vie privée dans la conception et tout au long de la fourniture des prestations ;
- d'assurer la sécurité des Données notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité selon le règlement n° 2016/679.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée de l'Accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu pour une période initiale de **deux (2) ans** à compter de sa notification.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur.

Il pourra être reconduit **tacitement deux fois** pour une nouvelle période d'un (1) an sans que la durée totale de l'Accord-cadre ne puisse excéder **quatre (4) ans**.

Dans le cas où le groupement d'achat décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le Coordonnateur est seul habilité à notifier cette décision au Titulaire par écrit au moins **trois (3) mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

5.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés **au CCTP et le cas échéant, dans le bon de commande** émis par l'Acheteur conformément aux stipulations de l'Accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur

concerné les causes faisant obstacle à l'exécution de l'Accord-cadre dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

6 - Prix de l'Accord-cadre

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées à la fois par des **prix unitaires** appliqués aux quantités réellement exécutées et par des **prix forfaitaires**, tels qu'indiqués dans le **Bordereau des prix du présent Accord-cadre et le cas échéant à titre accessoire, dans le catalogue du Titulaire pour les commandes « sur mesure »**.

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée. Plus généralement, les prix sont réputés inclure :

- tous les frais, matériels et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire en cas d'intervention sur site ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même des prestations ;
- le suivi contractuel et la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun entre les Parties ;
- la livraison des objets franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurance, de stockage, de transport (incluant tous les frais listés à l'article L3221-4 du code des transports) et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé en sus. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- une notice d'utilisation, et/ou d'une fiche technique,
- toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle visée à l'article 8 du présent CCAP.

Il est rappelé que le coût d'abonnement à la Solution intègre aussi le coût de maintenance du site en ligne.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres. Cette date permet de définir le "mois zéro".

6.2.1. Prix de la grille des prix annexée à l'acte d'engagement

-Les prix relatif à l'abonnement annuel à la Solution sont fermes pendant toute la durée de l'Accord-cadre.

-Les prix de livraison effectuée en transport routier sont révisables mensuellement à la demande du Titulaire, en fonction de l'évolution du coût des carburants et de la part relative de ce poste dans le prix de transport retenu par défaut par le CNR (Centre National Routier) pour l'année en cours (conformément à l'article L3221-1 et suivants du code des transports). Le cas échéant, le Titulaire propose alors l'augmentation en résultant en pied de facture. En tout état de cause, la variation mensuelle de l'indice choisi ne pourra être supérieure, sur 1 an, à celle de **l'indice CNR gazole hors TVA du CNR** sur la même période. Un bilan annuel est réalisé chaque début d'année.

Les prix des autres prestations sont révisables annuellement, à la **date anniversaire** de la notification de l'Accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application aux prix de l'Accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 15 \% + 85 \% (I_n / I_0)$

Où :

- Cn : coefficient de révision.
- I₀ : valeur de l'indice de référence au mois zéro.
- I_n : valeur de l'indice de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision est le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'indice de référence I est l'**Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industrie manufacturière (identifiant 001565185)**.

6.2.2. Principes communs aux révisions

Lorsque In n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de In et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois (3) mois après la date à laquelle In est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier paiement suivant la parution de l'index correspondant.

Dans le cas où l'indice de référence viendrait à disparaître durant l'exécution de l'accord cadre alloti, L'Acheteur comme le titulaire s'engagent à utiliser l'indice qui le remplacera afin de maintenir la révision des prix dans les conditions ci-dessus.

6.2.3. Prix catalogue

Les prix figurant dans le(s) catalogue(s) de prix complémentaires sont révisables annuellement à la date d'anniversaire de l'Accord-cadre, par ajustement en fonction de l'évolution du tarif public utilisé par le Titulaire pour l'ensemble de sa clientèle, en lui affectant le cas échéant les remises consenties.

Le Titulaire transmet à l'Acheteur, coordonnateur du groupement, son (ses) nouveau(x) catalogue(s) et tarif(s) public(s) en vigueur, dans un délai maximum de **15 jours** avant la date d'anniversaire du présent Accord-cadre. Les différents postes concernés par une modification de prix sont mis en évidence. Ces documents contenant les nouveaux tarifs sont envoyés par voie électronique aux adresses mails transmises par l'Acheteur après notification du présent contrat.

Le Titulaire s'engage alors à adresser audit Pouvoir adjudicateur tous documents nécessaires à l'établissement de la commande et permettant de servir de justificatifs à l'appui de la facture correspondante.

Une clause dite « de butoir » s'applique : si la modification des prix entraîne une augmentation **supérieure à 3 % l'an** (lors de chaque révision annuelle des prix), l'Acheteur se réserve le droit de refuser l'application du nouveau tarif. Si aucun accord ne peut intervenir entre les Parties et/ou que l'écart devient trop important, l'Acheteur se réserve également la possibilité de résilier l'Accord-cadre sans indemnité. Dans ce cas, un délai de trois mois de préavis est observé avant la résiliation effective, délai pendant lequel le Titulaire s'engage à assurer les prestations demandées par l'Acheteur au dernier prix pratiqué.

6.2.4. Remise et offre promotionnelle

Le Titulaire s'engage à informer et à faire bénéficier l'Acheteur de toutes remises ou offres promotionnelles temporaires dont il pourrait se prévaloir lors de l'exécution de l'Accord-cadre, en dehors des révisions annuelles des prix.

Le Titulaire s'engage alors à adresser à l'Acheteur concerné tous documents nécessaires à l'établissement de la commande et permettant de servir de justificatifs à l'appui de la facture correspondante.

7 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

7.1 - Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière.

Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du présent contrat. Sauf stipulation contraire de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une **obligation de résultat** quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations. Il s'engage notamment à respecter la charte graphique de la Caisse des dépôts.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils sont alors tenus de respecter les règles de sécurité et de confidentialité transmises par l'Acheteur.

Ces intervenants demeurent néanmoins **sous l'autorité hiérarchique du Titulaire**, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

7.2 - Remise de fin d'année (RFA) sous la forme d'heures d'insertion

7.2.1 Objet de la clause

Dans le cadre de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, et afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi, le présent accord-cadre prévoit la mise en place d'une clause de remise de fin d'année (RFA) sous la forme d'heures d'insertion, dont le volume à réaliser sera calculé en fonction du chiffre d'affaires hors taxes réalisé pour chacun des Titulaires dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 17.1 du CCAG-FCS, dès lors que le Titulaire aura réalisé, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, un chiffre d'affaires atteignant les seuils définis au point 7.2.4 du présent article, il devra réaliser un volume d'heure d'insertion professionnelle (ci-après le « Volume d'heures d'insertion »), calculé selon les modalités prévues au point 7.2.3 du présent article, à des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles parmi les publics désignés au point 7.2.3 du présent article.

7.2.2 Mécanisme de conversion

Le Volume d'heures d'insertion sera calculé annuellement sur la base du chiffre d'affaires réalisé par le Titulaire au cours de chaque année d'exécution de l'accord-cadre (le « Chiffre d'affaires »). Le Chiffre d'affaires correspond, pour chaque année d'exécution de l'accord-cadre courant à compter de la date de notification de l'accord-cadre ou de la date anniversaire de cette notification, au montant facturé par le Titulaire à la CDC au titre de l'accord-cadre, avant application de toute pénalité ou réfaction.

Le Volume d'heures d'insertion ainsi calculé devra être réalisé par le Titulaire, en année n+1, à compter de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre et ce, chaque année (si le Chiffre d'affaires pour l'année n atteint l'un des seuils définis au point 7.2.4), pendant toute la durée de l'accord-cadre.

7.2.3 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle et public visé

7.2.3.1. Le Titulaire s'engage à réaliser le Volume d'heures d'insertion, conformément aux modalités définies ci-après :

- Le recours à la sous-traitance avec une Entreprise d'Insertion (EI)
- L'accueil par le Titulaire de salariés en situation d'insertion professionnelle mis à disposition par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ou une Association Intermédiaire (AI), ou tout autre organisme ayant le même objet.

- L'embauche directe par le Titulaire. Dans le cas où le Titulaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion, dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un contrat de travail à durée déterminée, y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citée ci-dessus.

7.2.3.2. Les publics auxquels le Volume d'heures d'insertion peut être proposé par le Titulaire relèvent notamment de l'une des catégories suivantes ou d'autres catégories expressément visées à l'article 17.1 des CCAG-FCS :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage).
- Publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.512-13 du Code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi.
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation temporaire d'attente, (ATA), du RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou de l'allocation d'invalidité.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (de niveau infra V, soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP).
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
- Demandeurs d'emploi sénior (plus de 50 ans).
- Les personnes prises en charge dans le dispositif d'IAE (insertion par l'activité économique) c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI).
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier et chantier d'insertion (ACI) et des régies de quartier agréées.
 - Prises en charge dans un dispositif particulier (ex : Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ou Etablissement Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)).
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée.
 - Personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou organismes ayant le même objet
 - Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP).
 - Les personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

7.2.4 Calcul des heures d'insertion

Le Volume d'heures d'insertion sera dû annuellement, à compter de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre, par le Titulaire, dès lors que le Chiffre d'affaires atteindra :

- **Entre 150 000 € HT et 300 000 € HT** : le Volume d'heures d'insertion à réaliser sera de **35 heures** ;
- **Au-delà d'un Chiffre d'Affaires de 300 000 € HT** : le Volume d'heures d'insertion sera augmenté de **40h par tranches de Chiffre d'affaires de 100 000 € HT**.

A la fin de chaque année d'exécution de l'accord-cadre (date anniversaire de notification), le Titulaire établira l'état récapitulatif des prestations facturées à l'acheteur au cours de l'année et procèdera au calcul du Chiffre d'affaires au titre de l'année considérée.

Le Titulaire soumettra ensuite à l'Acheteur le Volume d'heure d'insertion à réaliser au cours de l'année suivante pour validation.

7.2.5 Suivi et contrôle

Conformément aux dispositions de l'article 17.1 du CCAG-FCS, le Titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Acheteur.

Le Titulaire devra fournir, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, un bilan annuel comprenant :

- Les justificatifs et informations relatives à l'éligibilité des publics sollicités (attestation d'éligibilité, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, récapitulatif des factures, etc.) ;
- une description détaillée des actions mises en œuvre et des missions confiées ;
- le nom des structures éventuellement mobilisées pour la mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- le nombre d'heures d'insertion réalisées au regard du Volume d'heures d'insertion ;
- les éventuelles difficultés rencontrées dans la réalisation du Volume d'heures d'insertion.

7.2.6 Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Les pénalités sont détaillées à l'article 12.4 du présent document.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le Titulaire de ses obligations au titre de la présente clause. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion avec un ou plusieurs de sous-traitants, il reste responsable de la réalisation du Volume d'heures d'insertion à l'égard de la CDC et de la bonne remontée des informations dont la communication à la CDC est requise au titre de la présente clause, et à ce titre supporte les éventuelles pénalités associées.

7.3 - Remise de fin d'année (RFA) financière

7.3.1 Objet de la clause

La remise de fin d'année financière sera évaluée de manière transparente et équitable, en prenant en compte les résultats de chaque titulaire de l'accord-cadre.

Il est entendu que cette remise de fin d'année financière ne pourra en aucun cas compromettre la qualité ou l'intégrité des prestations intellectuelles fournies dans le cadre de l'accord-cadre, et qu'elle sera soumise à la satisfaction des exigences contractuelles et des niveaux de performance convenus.

7.3.2 Période de prise en compte

La remise de fin d'année est appliquée sur le chiffre d'affaires réalisé pour chaque année d'exécution soit le montant facturé par le Titulaire, avant application de toute pénalité ou réfaction éventuelle, sur une période d'un an à compter de la date de notification de l'Accord-cadre, et ce pendant toute la durée de l'Accord-Cadre.

Pour la première année de l'Accord-cadre, il est entendu que la période de prise en compte pour la détermination du Chiffre d'Affaires débutera à la date de notification du présent Accord-cadre et finira à échéance de la première année.

Pour les années suivantes, il est entendu que la période prise en compte pour la détermination du Chiffre d'Affaires débutera à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution.

7.3.3 Mécanisme de calcul

Pour le titulaire, un pourcentage aura été contractualisé dans l'annexe financière par tranche de Chiffre d'affaires.

Le pourcentage sera déterminé sur la base du chiffre d'affaires (CA) réalisé durant la première année d'exécution de l'accord-cadre,

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'Acheteur, deux (2) mois avant la date anniversaire de notification de l'Accord-Cadre, un état récapitulatif des commandes passées indiquant le CA réalisé au cours de l'année afin de pouvoir calculer le nombre d'heures d'insertion correspondant à la période à venir.

Il est entendu que, dans le cas de chiffre d'affaires réalisés par un ou plusieurs membres d'un Groupement, le calcul du Chiffre d'Affaires se fera au niveau du Groupement et la charge de la remise de fin d'année incombera à son Mandataire.

Il est entendu que, dans le cas de chiffre d'affaires réalisées par un sous-traitant ou cotraitant, le calcul du Chiffre d'Affaires se fera au niveau de l'ensemble.

La charge de la baisse des prix, déterminée sur la base sur chiffre d'affaires, incombera au Titulaire du présent Accord-Cadre.

Le Chiffre d'Affaires est exprimé en euros toutes taxes comprises, dès le premier euro facturé.

7.3.4 Mode de fonctionnement

Un tableau récapitulatif des montants des prestations facturées, constitutifs du chiffre d'affaires de l'année N, sera envoyé, par courriel, dans un délai de deux mois de l'année N+1, par le titulaire à l'acheteur. En cas de contradiction entre les montants transmis par le titulaire et ceux identifiés par l'Acheteur, ce dernier aura la charge de justifier des éventuelles différences. Après revue de la justification des éventuelles différences, l'Acheteur informera le titulaire du montant définitif du chiffre d'affaires. En l'absence de justification, les montants contestés seront inclus dans l'assiette de calcul de la baisse de prix.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la date d'envoi du tableau récapitulatif, pour valider ou contester les éléments envoyés par l'Acheteur. Sans retour du titulaire dans ledit délai, le montant du Chiffre d'Affaires préalablement transmis sera considéré comme validé par le titulaire.

7.3.5 Modalités de recouvrement de la baisse de prix

L'Acheteur adresse une demande d'émission d'avoir par courriel au Titulaire.

L'avoir sera dû annuellement à compter de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre, par le Titulaire dès lors que le Chiffre d'affaires atteindra 150 000 € HT.

Il sera calculé en prenant le pourcentage de remise accordé par le titulaire, par tranche de chiffre d'affaires, contractualisé dans son annexe financière multiplié par le chiffre d'affaires réalisé.

Le Titulaire devra émettre cet avoir, à l'attention de l'Acheteur, du montant total de la remise de fin d'année calculé, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande d'émission de l'avoir par l'Acheteur.

En cas de non-respect du délai d'émission de l'avoir, l'Acheteur adressera une mise en demeure au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, de procéder au paiement du montant total de la baisse de prix dans les plus brefs délais.

A réception de l'avoir dans les délais fixés, l'Acheteur imputera le montant total de la baisse de prix au paiement des factures dues au titulaire.

7.4 - Disponibilité et compétence des intervenants

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'Accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant toute la durée des prestations.

En particulier, le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique chargé du suivi global et de l'exécution des prestations prévues au présent Accord-cadre, garantissant un contact permanent pour répondre aux demandes de l'Acheteur.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants du Titulaire serait indisponible, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais l'Acheteur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité, de prix (sans surcoût) et de délai, en

affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites au CCAP faisant suite à un changement d'intervenant constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Le non-respect de ces dispositions autorise l'Acheteur à prononcer la résiliation fautive de tout ou partie du présent Accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 15 du présent document.

7.5 - Confidentialité

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations, données et documents concernant notamment l'Acheteur et ses partenaires, de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre de l'Accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité demeure en vigueur pour une durée de **deux années** après l'expiration de l'Accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières de l'Accord-cadre :

- les personnes dédiées à l'exécution de la prestation (et/ou sous-traitants) travaillent exclusivement sur des postes de travail dont la configuration et celle des outils de sauvegarde est conforme aux règles de sécurité définies par le maître d'ouvrage ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par le responsable de projet du maître d'ouvrage, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- le Titulaire ne garde aucune copie des documents préparés à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non, et les détruira en fin d'Accord-cadre, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires, et conservée dans des conditions strictes de confidentialité.

Le Titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation a été autorisée par écrit par l'Acheteur ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution de l'Accord-cadre, et tant en ce qui concerne l'existence même du présent Accord-cadre que les objectifs poursuivis par le maître d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations de l'Acheteur et ses partenaires ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès de l'Acheteur.

7.6 - Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, à minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations,

renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

7.7 - Conflit d'intérêt

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt.

Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

7.8 - Garantie en contrefaçon

Le Titulaire déclare que la Solution, ses Mises à jour et Nouvelles versions, ainsi que les objets promotionnels et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre sont sa

propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent Accord-cadre et à octroyer à l'Acheteur les droits visés à l'article 8 ci-après et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de l'Accord-cadre.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des Adaptations ou Livrables, constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité de l'Acheteur ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels l'Acheteur pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais de toute nature dépensés par l'Acheteur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le Titulaire doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour l'Acheteur d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications des livrables et prestations attendues au titre de l'Accord-cadre ;
- soit obtenir l'autorisation pour l'Acheteur de continuer à l'utiliser ;
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'Accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

En l'absence de mise en œuvre par le Titulaire de l'une des trois solutions précitées, le Titulaire prendra à sa charge tous les frais supportés par l'Acheteur pour assurer la continuité de son activité.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'Accord-cadre, et donc après la cessation du présent Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

7.9 - Force majeure

Les Parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

7.10 - Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et d'avoir fait accepter ces sous-traitant et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre.

Le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution. Il s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des Documents Contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre « Fourniture et gestion-vente d'objets promotionnels ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (Formulaire Cerfa DC4).

7.11 - Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.12 - Obligations en matière de vente par internet - à distance

Le Titulaire s'engage à respecter les réglementations en vigueur relatives à la vente à distance mais aussi plus précisément à la vente sur internet. Il est précisé que, compte-tenu du contrôle du Titulaire sur la gestion et l'administration de la Plateforme, celui-ci est réputé être éditeur de la Plateforme au sens de la réglementation sur le commerce électronique et la jurisprudence en la matière.

A ce titre, le Titulaire doit et est responsable de faire figurer sur le site de vente en ligne les documents, informations (notamment mentions légales) et procédures obligatoires (étapes obligatoires de la commande et exercice du droit de rétractation notamment), conformément aux dispositions du Code de la consommation, aux dispositions de la loi n°2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004 en ce qui concerne la vente sur internet ainsi que la Réglementation Protection des Données Applicable.

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre, le Titulaire s'engage à proposer un mode de paiement en ligne sécurisé par carte bancaire notamment reposant sur un système d'authentification forte telle que prévue par la directive 2015/2366 du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur dit DSP2, au moins dans les cas où il est imposé par la réglementation applicable.

7.13 - Obligations de résultat liées à la Solution

Le Titulaire met à disposition de l'Acheteur, dans le cadre du présent Accord-cadre, une Solution hébergée en mode SaaS, permettant la mise en ligne d'un catalogue (internet ou extranet) entièrement et exclusivement dédié et personnalisé suivant la charte graphique du groupe Caisse des Dépôts (désignée sous le terme la « Solution » dans les documents contractuels). Ce catalogue inclut la gestion dématérialisée des commandes pour les services et directions de la Caisse des Dépôts, pour les filiales du groupe Caisse des Dépôts membres du groupement d'achat et pour les collaborateurs de ces différentes entités.

La Solution comprend toutes les fonctionnalités décrites dans l'offre du Titulaire et est paramétrée pour les besoins de l'Acheteur.

Sauf stipulation contraire du CCTP ou du présent CCAP, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat notamment en ce qui concerne :

- i. le paramétrage et le développement de la Solution de façon qu'elle couvre l'ensemble des besoins fonctionnels définis dans le CCTP ;
- ii. l'hébergement de la Solution ;
- iii. le maintien en condition opérationnelle de la Solution, pour assurer la disponibilité de la Solution dans le respect des niveaux prévus aux articles 7.15 « Disponibilité de la Solution » et 7.16 « Respect des niveaux de service » du CCAP ;
- iv. la sécurité des Données de l'Acheteur ;
- v. la fourniture de services associés tels que notamment la sauvegarde des données de l'Acheteur traitées par la Solution, ou la réversibilité / transfert définitif ;
- vi. la fourniture de prestations d'interface avec les SI de l'Acheteur le cas échéant ;
- vii. la fourniture de prestations d'éditique ;
- viii. la fourniture de prestations d'accompagnement des utilisateurs.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

7.14 - Déclarations du Titulaire relatives à la Solution

Dans le cadre de la fourniture de la Solution, le Titulaire déclare :

- s'engager à délivrer une Solution conforme à sa documentation technique et fonctionnelle et aux besoins exprimés par l'Acheteur dans les Documents Contractuels ;
- avoir pris connaissance des besoins exprimés par l'Acheteur ;
- offrir toutes les garanties et notamment mettre en œuvre des solutions techniques et organisationnelles conformes à l'état de l'art assurant la protection des données, notamment au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur, tant sur le plan européen que national, en matière de protection des données à caractère personnel et notamment des exigences posées par le règlement européen n° 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») ;
- mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de garantir le bon fonctionnement du service et empêcher toute intrusion non autorisée aux données et garantir leur intégrité ;
- mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès au service aux seules personnes autorisées ou habilitées par l'Acheteur ;
- disposer d'un plan de secours informatique et/ou d'un plan de continuité d'activité permettant de sauvegarder dans des lieux différents les données de l'Acheteur,
- prendre toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des Données affectées par ledit incident.
- s'engager à informer, sans délai, l'Acheteur de toute édition d'une Nouvelle Version ou Mise à Jour de la licence de la Solution et à indiquer à l'Acheteur comment y accéder.

7.15 - Hébergement de la Solution

Le Titulaire s'engage à héberger les données nécessaires à l'exécution de la Solution, notamment en mettant à disposition une infrastructure d'hébergement correspondant aux exigences de qualité et de sécurité tels que définis dans le présent CCAP, dans le CCTP et précisées dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ce que la Solution soit accessible depuis les postes informatiques situés dans les locaux de l'Acheteur.

Pour tout accès depuis un poste informatique externe (tablette, PC portable professionnel), le Titulaire prévoit les niveaux de sécurité adéquats.

Le Titulaire s'engage à adapter en permanence la capacité de stockage en prenant notamment en compte le volume des Données hébergées, l'évolution prévisible de celles-ci, la périodicité et le volume des Données mises en ligne.

Le Titulaire s'engage à **isoler son activité d'hébergement** pour le compte de la Caisse des Dépôts, de toutes ses autres activités, au moyen d'un dispositif de séparation logique offrant des garanties de sécurité. Il s'engage à cloisonner les données de l'Acheteur de celles provenant de tiers.

Le Titulaire s'engage à localiser ses serveurs dans un pays se situant au sein de l'Union Européenne, dans la limite des Etats offrant des garanties de confidentialité des données à caractère personnel, a minima, équivalentes aux exigences formulées pour la France par la CNIL.

Pour le cas où le Titulaire souhaiterait localiser ses serveurs ou ceux de ses sous-traitants hors de l'Union Européenne, ou avoir recours à un sous-traitant proposant un service hors de l'Union Européenne il s'engage à obtenir l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à ne pas héberger ou faire héberger les Données de l'Acheteur même à des fins de transit par un sous-traitant localisé dans un pays non-membre de l'Union Européenne sans l'accord préalable de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à notifier tout changement de localisation de son centre d'hébergement moyennant le respect d'un préavis minimum de soixante (60) jours avant la date prévue pour ladite modification.

Les frais de modification de la localisation du centre d'hébergement seront à la charge exclusive du Titulaire. Les modalités techniques du déménagement devront être réalisées par le Titulaire, de telle manière que les données de l'Acheteur restent totalement accessibles et sans interruption de service pour l'Acheteur. En outre, dans l'hypothèse où le Titulaire déciderait de changer l'un ou l'autre des équipements (serveurs, baies de stockage, disques...) du centre d'hébergement, il fera son affaire personnelle des coûts éventuels induits, et garantit une continuité de services et de disponibilité des accès aux données.

7.16 - Accès et disponibilité de la Solution

Accès à la Solution :

La Solution est accessible par le biais d'une connexion à distance grâce à une adresse de connexion (URL), un identifiant de connexion (login) et un moyen d'authentification tels qu'un mot de passe (ci-après Identifiants de connexion) ou une interface permettant de mettre en œuvre de la fédération d'identité (WebSSO).

Les Identifiants de connexion sont strictement personnels et confidentiels. Le Titulaire et les personnes habilitées par l'Acheteur s'engagent à ne pas divulguer à autrui leurs Les Identifiants de connexion et sont seuls responsables de la préservation de leur confidentialité et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque.

Le Titulaire s'engage à mettre en place, en accord avec l'Acheteur, un accès sécurisé de type https, un système d'authentification forte, ainsi qu'une solution sécurisée de changement de mot de passe en cas de perte de celui-ci par l'Utilisateur, sans surcoût supplémentaire pour l'Acheteur.

Conformément au CCTP, le Titulaire doit assurer qu'il fournit une Solution pleinement exploitables avec les navigateurs Internet courants, y compris les montées de version de ces logiciels sur la durée de l'Accord-cadre.

Disponibilité de la Solution :

Le Titulaire reconnaît que la disponibilité de la Solution est une condition substantielle de la signature de l'Accord-cadre par l'Acheteur et s'engage en conséquence à assurer la disponibilité de la Solution à l'exception des périodes de maintenance prévues et acceptées par l'Acheteur qui en sera informé moyennant un préavis raisonnable. La disponibilité s'entend de l'accessibilité au serveur, à la Plateforme ainsi qu'à la totalité de la Solution.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Solution.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Solution.

La Solution doit être accessible aux Utilisateurs de l'Acheteur 7j/7 et 24/24h, à l'exception des périodes de maintenance prévues et acceptées par l'Acheteur.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Solution.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Solution.

7.17 - Respect des niveaux de service relatifs à la Solution

7.17.1 Principes généraux

Dans le cadre de la fourniture d'un service en mode SaaS et de la fourniture de prestations de back-office, et afin de maintenir la qualité et la continuité de la Solution, le Titulaire s'engage, sur la base d'une obligation de résultat, à respecter les engagements de niveaux de service (qualité et délais) décrits ci-dessous dans le cadre de l'hébergement et de l'exploitation de la Solution et ceci avec tout le soin et toute la diligence que l'Acheteur est en droit d'attendre.

Le Titulaire s'engage à alerter l'Acheteur sur tout événement, choix ou mesure perturbant la qualité et/ou la continuité du Service. Il s'engage de même à informer l'Acheteur sans délai en cas d'indisponibilité de la Solution et à rétablir le Service conformément aux engagements de niveaux de service définis au CCAP et au CCTP et de ses engagements définis dans son offre.

Les engagements en termes de réactivité du Titulaire et de disponibilité de la Solution sont définis ci-après.

Le non-respect de ces niveaux de service entraîne l'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités » du CCAP, sans préjudice du droit pour l'Acheteur de résilier de plein droit l'Accord-cadre, dans les conditions définies au CCAP et de demander tous dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.

7.17.2 Délai de prise en compte de l'alerte

Le **délai de prise en compte de l'alerte** par le Titulaire ne devra pas excéder **deux (2) heures ouvrées à compter de son émission**. Cette prise en compte prend la forme d'un **courriel** du Titulaire confirmant la réception de l'alerte, et les motifs estimés du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité, ainsi que le temps de correction provisoire et/ou définitive estimé.

a. Indisponibilité ou dysfonctionnement du Service

L'indisponibilité du Service est mesurée grâce à l'indicateur Délai Maximal d'Interruption Admissible (DMIA). Par indisponibilité, on entend toute impossibilité pour l'Utilisateur d'accéder au service, quel que soit l'origine et l'importance des dysfonctionnements, dès lors qu'elle est imputable au Titulaire.

En cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement, le **DMIA** est de **cinq (5) heures** (heures ouvrées) par interruption à compter de l'émission de l'alerte.

b. Nombre d'interruptions du Service

Le **nombre d'interruptions du Service** ne doit pas excéder **2 par mois et 8 par an**, et ce dans le respect du délai maximum d'interruption admissible. Au-delà, l'Acheteur est en droit de résilier le présent Accord-cadre pour faute.

Pour comptabiliser le nombre d'interruptions annuelles du Service, le point de départ est la fin de la période de Vérification de Service Régulier (VSR).

Des pénalités pour non-respect de l'engagement de disponibilité du service seront appliquées sur les bases définies à l'article 12.3 du présent document.

La durée d'indisponibilité ne tient compte que de l'indisponibilité imputable au Titulaire dès signalement du début de l'incident détecté par l'Acheteur, ou encore par le Titulaire lui-même, qui dans ce dernier cas a une obligation d'information immédiate envers l'Acheteur, de l'incident.

7.17.3 Modalités de traitement en cas d'indisponibilité

En cas de **dysfonctionnement**, ou d'**indisponibilité** (partielle ou complète) de la Solution, les modalités suivantes sont appliquées :

- Le Titulaire **alerte** l'Acheteur coordonnateur du groupement du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité de la Solution.

- Le cas échéant, l'Acheteur **alerte** le Titulaire du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité de la Solution.
- A compter de l'émission de l'alerte, le délai de prise en compte par le Titulaire ne devra pas excéder le délai prévu au 7.17.2 ci-dessus haut.
- Cette prise en compte prend la forme d'un courriel du Titulaire confirmant la réception de l'alerte et les motifs estimés du dysfonctionnement ou de l'indisponibilité, ainsi que le temps de correction définitive estimé.
- Le Titulaire confirme dans sa communication par mail la recherche de solutions.
- Le Titulaire procède au diagnostic de l'incident et met en œuvre sa correction dans le cadre des exigences de service.
- Les causes précises des dysfonctionnements ainsi que les actions mises en œuvre pour les résoudre devront être communiquées à l'Acheteur dès clôture de l'incident. Seul l'Acheteur ou son représentant est habilité à clôturer une Anomalie à la suite de la déclaration par le Titulaire de la résolution du problème.

7.18 - Garanties relatives à la Solution

7.18.1 Garantie de conformité

Le Titulaire garantit à l'Acheteur la conformité de la Solution à la Documentation.

Le Titulaire doit offrir des garanties de conformité par rapport aux normes et réglementations en vigueur.

7.18.2 Garantie de disponibilité

Le Titulaire accorde à l'Acheteur une garantie de disponibilité de l'accès distant de type SaaS à la Solution, conforme aux engagements de niveaux de services pris dans le cadre du présent Accord-cadre.

7.18.3 Garantie de compatibilité

Le Titulaire garantit la compatibilité ascendante des versions successives de la Solution et des Livrables entre elles.

7.18.4 Garantie de non-régression

Le Titulaire garantit le maintien des performances à l'avenir et la non-dégradation des performances et des fonctionnalités dans le temps de la Solution.

7.18.5 Garantie d'évolution

De façon générale, le Titulaire garantit la capacité d'évolution de la Solution tant sur le plan de la capacité de stockage que sur le plan technique.

Le Titulaire garantit qu'il est apte à évoluer en fonction de l'état de la technique et des évolutions législatives ou réglementaires.

7.19 Sécurité informatique

7.19.1 Infection de la Solution par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à fournir une Solution exempts de tout dispositif de Programme Malveillant.

Avant la livraison de la Solution, le Titulaire s'engage à procéder à une détection de Programme Malveillant au moyen d'outils de détection et d'éradication intégrant des fonctionnalités reconnues sur le marché dans leur dernière version disponible au moment de la duplication.

Si, à l'issue de ce contrôle, il s'avérait que la procédure de détection de Programme Malveillant mise en œuvre par le Titulaire était inopérante, l'Acheteur notifiera par téléphone ou par courrier postal ou électronique au Titulaire qu'un Programme Malveillant a été détecté, et ce dans les plus brefs délais.

En réponse à cette notification, le Titulaire livrera dans les meilleurs délais et à titre gracieux, des supports de remplacement, exempts de Programme Malveillant.

7.19.2 Infection du système d'information par un Programme Malveillant

En cas d'introduction d'un Programme Malveillant dans le système d'information de l'Acheteur, le Titulaire et l'Acheteur conviennent de collaborer afin d'en déterminer l'origine d'un commun accord et d'en éradiquer les conséquences.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au seul Pouvoir Adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

7.19.3 Notification des Incidents de Sécurité

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, dans un délai de 72 heures à compter de sa survenance tout Incident de Sécurité impactant la Solution et affectant les systèmes d'information du Client comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre de l'Accord cadre, notamment les cas d'indisponibilité du Service, les infections par des programme malveillants, l'accès et les modifications non autorisées, l'exploitation avérée ou supposée de vulnérabilités de sécurité.

Le Titulaire documente tout Incident de Sécurité, en indiquant les faits concernant l'Incident de Sécurité, les types de Données concernées, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le Titulaire s'engage à communiquer les informations dont il dispose dès qu'il a connaissance d'un Incident de Sécurité et les complète au fur et à mesure de son analyse de l'Incident de Sécurité. Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires de l'Acheteur concernant l'Incident de Sécurité dans les meilleurs délais.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus de traitement des Incidents de Sécurité. Il s'engage à informer l'Acheteur de l'avancement du traitement.

Le Titulaire garantit qu'aucun de ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploite les vulnérabilités de sécurité, sauf autorisation préalable et écrite de l'Acheteur.

7.19.4 Tests d'intrusion et de vulnérabilité

Sans préjudice des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés par le Titulaire sur ses systèmes d'information, le Titulaire s'engage à réaliser, sur demande de l'Acheteur, des tests d'intrusion et de vulnérabilité aux fins d'évaluer la capacité des systèmes d'information d'empêcher et de résister à des attaques de sécurité informatique.

Ces tests devront, a minima, être conçus pour :

- répondre aux menaces et garder les systèmes d'information protégés en permanence,
- identifier et gérer les vulnérabilités des systèmes d'information,
- réduire les possibilités de pannes des systèmes d'information,
- améliorer le niveau de conformité des systèmes d'information aux standards et règlements.

Le Titulaire communiquera à l'Acheteur le rapport détaillé des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés composé notamment de tous les résultats des tests ainsi que des contre-mesures et recommandations pour sécuriser les systèmes d'information.

Les notifications d'Incident de Sécurité par le Titulaire sont à communiquer simultanément :

- aux contacts de l'Acheteur en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier/MOA de l'Acheteur avec lequel le Prestataire est en relation dans le cadre du Service ;
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les incidents de sécurité informatique pouvant impacter le groupe, via cert@caissedesdepots.fr

Si le rapport des tests d'intrusion et de vulnérabilité révèle des vulnérabilités, celles-ci seront prises en charges et traitées entre les Parties dans les conditions de l'article « Notification des Incidents de Sécurité ».

7.20 - Maintenance

Le Titulaire doit assurer les prestations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement et à la continuité de la Solution. Il est seul responsable de tout dysfonctionnement lié à un défaut de maintenance.

Il ne peut en aucun cas s'exonérer de sa responsabilité au titre de la maintenance sauf faute exclusivement imputable à l'Acheteur.

Il s'engage, dans le cadre d'une obligation de résultat, à :

- corriger les Anomalies qui pourraient avoir pour objet ou pour effet de dégrader ou d'interrompre le fonctionnement de la Solution mis à disposition de l'Acheteur et de la Solution dans les plus brefs délais ;
- assurer les services de maintenance de manière à ce que les engagements de niveaux de service tels qu'ils sont prévus à l'article 7.17 du CCAP, notamment en termes de qualité, de sécurité et continuité soient respectés ;
- adapter la Solution à l'évolution de l'état de la technique, aux règles de l'art et à la réglementation applicable en la matière, et plus généralement toute réglementation pertinente dans le cadre de l'exécution du présent Marché ;
- informer, sans délai, l'Acheteur, de toute édition d'une mise à jour ou Nouvelle version de la Solution.

Il est convenu que cette maintenance et l'évolution technologique et réglementaire visées ci-dessus sont incluses dans les prix prévus à l'article 6 du présent Accord-Cadre.

7.21 - Traçabilité

L'Acheteur souhaite pouvoir suivre l'évolution des actions effectuées par le Titulaire ou par les Utilisateurs sur la Solution. À ce titre, toute intervention sur la Solution doit pouvoir être identifiée. Le Titulaire s'engage à fournir, à première demande de l'Acheteur, les données traçants, sous leurs aspects techniques et de sécurité, toutes les opérations réalisées par le Titulaire ou par les Utilisateurs.

Plus particulièrement, le Titulaire tient à la disposition de l'Acheteur les traces de connexion aux données à caractère personnel traitées lors de l'exécution des Prestations pendant une durée de 6 mois.

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur de toute Anomalie qu'il détectera dans les traces de connexion.

7.22 - Audit

Outre les audits au titre du Règlement européen sur la protection des données, les Parties conviennent que l'Acheteur, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de quinze (15) jours ouvrés, pourra faire procéder, à ses frais, à des audits, notamment de sécurité.

Ces audits pourront être effectués, soit par une structure d'audit interne au Groupe Caisse des Dépôts soumise à l'obligation de confidentialité mentionnée supra, soit par un cabinet extérieur au Groupe Caisse des Dépôts, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par l'Acheteur pour la raison ci-dessus évoquée.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de l'Acheteur ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires. Il s'engage également à proposer un plan d'action qui résulterait de toute faille constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données de l'Acheteur et/ou de ses Affiliés (correction ou solution de contournement). Les failles seront traitées comme des Anomalies.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées au présent Accord-cadre, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans un délai de quinze jours (15) ouvrés à compter de la notification du non-respect des obligations par l'Acheteur au Titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

Les Parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations de l'Acheteur entraîne, à la seule discrétion de ce dernier, la résiliation de l'Accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables à l'Acheteur, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

7.23 - Réversibilité

Le Titulaire s'engage à assurer à la demande de l'Acheteur, pouvant être motivée par la fin de l'exécution de l'Accord-cadre ou la résiliation de celui-ci en cours d'exécution, une réversibilité, sur le plan technique, des Données sauvegardées et de la totalité des éléments dont il dispose afin de permettre à l'Acheteur ou à un Titulaire tiers, librement choisi par l'Acheteur, de reprendre les données dans les meilleures conditions afin que la phase de réversibilité n'entraîne aucune rupture de service et n'entraîne aucun dommage pour l'Acheteur, conformément à la réglementation applicable à l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire :

- a) informera systématiquement l'Acheteur de toute modification pouvant avoir une incidence sur la réversibilité,
- b) restituera, sur demande de l'Acheteur, au plus avant la date de prise d'effet de la fin de l'Accord-cadre lorsque cette date est connue ou au jour de la prise d'effet lorsque celle-ci est inopinée, l'intégralité des fichiers, Données, et/ou informations de l'Acheteur en sa possession ou ayant fait l'objet d'un archivage chez le Titulaire. A ce titre, le Titulaire renonce à tout droit de rétention.
- c) fournira à l'Acheteur, au plus tard lors de la restitution des fichiers, données et/ou informations qui lui appartiennent, toute information, toute recommandation, tout conseil, tout document nécessaire ou utile à l'Acheteur pour la mise en œuvre d'un service de niveau équivalent à celui assuré par le Titulaire dans le cadre du présent Accord-cadre.
- d) veillera à transférer aux équipes de l'Acheteur les compétences lui permettant de faire reprendre par un tiers les Données et de permettre la migration vers ce tiers. Le transfert de compétences consiste d'une manière générale en la communication à l'Acheteur, ou au tiers désigné par l'Acheteur, de toute information de quelque nature que ce soit permettant d'assurer le transfert de ses données vers un autre prestataire.
- e) assurera la continuité du Service pendant la phase de réversibilité.

L'ensemble de ces prestations liées à la phase de réversibilité est compris dans le prix de l'Accord-cadre.

Il est entendu que la phase de réversibilité interviendra au plus tard **deux (2) mois** avant le terme de l'Accord-cadre et pendant la durée nécessaire à sa mise en œuvre. Dans le cas d'une résiliation, cette phase interviendra dès la notification de la résiliation de l'Accord-cadre par l'Acheteur et pendant la durée nécessaire à la mise en œuvre du plan de réversibilité.

7.24 - Prise en compte des préoccupations environnementales

Le Titulaire s'efforce, dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, de prendre en compte les préoccupations environnementales et met en œuvre, lors de l'exécution de ses obligations, tout moyen dont il dispose qui soit de nature à limiter l'impact de son action sur l'environnement.

En particulier, le Titulaire veille à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à l'Acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire de l'Acheteur et à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;
- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;

- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'accord-cadre par ses sous-traitants.

8 - Droit de propriété intellectuelle

8.1 - Protection des éléments de l'Acheteur

Le présent Accord-cadre n'emporte aucune cession, à quelque titre que ce soit, des droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du Titulaire, ni tout autre droit de propriété tels que ceux portant sur les noms de domaine. Aux seules fins d'exécution du présent Accord-cadre, et pour la durée de celui-ci, l'Acheteur autorise le Titulaire, dans le cadre strict du marquage des objets promotionnels, de la personnalisation de l'interface de la Plateforme et de sa mise en ligne, qui font l'objet du présent Accord-cadre et sur instructions de l'Acheteur, à utiliser les marques figurant en annexes au CCTP et selon les représentations et conditions qui y sont mentionnées, ainsi que le nom de domaine <https://lesobjetsdelamarque.caissedesdespôts.fr/> dont est titulaire l'Acheteur.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que l'Acheteur communique au Titulaire pour l'exécution du présent Accord-cadre sont et restent la propriété exclusive de l'Acheteur.

Le Titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle de l'Acheteur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit, autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent **Accord-cadre**.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence à l'Acheteur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

8.2 - Licence d'Utilisation de la Solution et de la Documentation

L'Acheteur bénéficie de la part du Titulaire d'une **licence d'utilisation à titre non exclusif** sur la Solution et sa Documentation, et ce, à compter de sa mise à disposition.

Le prix de cette **concession** de droits est inclus dans le prix de réalisation des Services objet de l'Accord-cadre.

Le Titulaire demeure Titulaire des droits de propriété intellectuelle de la Solution et de la Documentation sous réserve des éléments propriété de l'Acheteur conformément à l'article 8.1 ci-avant.

Aucun autre critère ou élément que ceux prévus dans le CCTP ne peut justifier le paiement d'une redevance supplémentaire. Un changement de matériel, et/ou de site, une augmentation de la puissance du matériel ou le recours à des serveurs virtualisés, qu'ils soient mutualisés ou dédiés, ne peut en aucun cas donner lieu au paiement d'une redevance complémentaire.

Cette licence est consentie à l'Acheteur pour toute la durée de l'Accord-cadre, tout au long de la souscription à l'abonnement correspondant à la Solution, et pour le monde entier.

Les droits patrimoniaux concédés par le Titulaire à l'Acheteur sur la Solution et sa Documentation comprennent :

- le droit d'utiliser la Solution seule ou en combinaison avec d'autres logiciels pour les besoins de l'activité de l'Acheteur et celle de ses Utilisateurs ;
- le droit d'effectuer des copies de sauvegarde ou de secours de la Solution nécessaires pour garantir la disponibilité et la continuité d'utilisation ainsi que de la Documentation ;
- le droit de reproduire la Documentation, le code de la Solution ou la traduction de la forme de code lorsque celle-ci est indispensable pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité de la Solution avec d'autres logiciels ;

- le droit de reproduire de façon temporaire ou permanente tout ou partie de la Solution et de la Documentation par tout moyen et sous toute forme, par chargement, affichage, exécution, transmission ou stockage ainsi que d'observer, d'étudier ou tester le fonctionnement de la Solution afin de déterminer les idées et principes qui en sont à la base.

La présente licence porte sur tous les éléments de la Solution et sa Documentation.

L'Acheteur s'interdit cependant de supprimer ou d'altérer les mentions des droits d'auteur, les marques, les logos, ou tout autre signe distinctif figurant sur ces moyens ainsi que sur la Documentation.

8.3 - Droits de propriété intellectuelle octroyés par le Titulaire sur les autres Livrables

Le Titulaire **cède** à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'article 6 du CCAP, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Livrables et notamment ceux identifiés au CCAP tels que les objets fournis au titre du présent Accord-cadre, à l'exception de la Solution et de la Documentation, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature du présent Accord-cadre, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques, informatiques, multimédia ;
- le droit de les représenter, en tout ou partie, par tout procédé connu ou inconnu au jour de la signature du présent Accord-cadre, notamment par réseaux d'ordinateurs et par réseaux de télécommunications internes ou externes, tels qu'intranet et Internet ;
- le droit de les diffuser, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature du présent Accord-cadre, notamment la diffusion en direct ou en différé par câble ou par satellite, par réseaux de télécommunications internes ou externes ;
- le droit de les adapter, sur tout support et par tout procédé connus et inconnus au jour de la signature du présent Accord-cadre ;
- le droit de les exploiter, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, par tout type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- Le droit de les diffuser et de modifier les Livrables en totale autonomie pour le compte du Groupe CDC ;
- le droit de les distribuer, via la mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé ou sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public, sans limitation.

La présente cession est conclue pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, pour le monde entier et pour une exploitation à titre gratuit ou non.

En particulier, les produits (objet promotionnels) fournis par le Titulaire font l'objet d'un transfert de propriété à la suite de leur livraison auprès des membres du groupement (Pouvoir adjudicateur). Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations objet du présent Accord-cadre.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Conditions générales de vérifications

Le Titulaire s'engage à fournir pour validation à l'Acheteur concerné, dans les délais contractuels ou à la date prévue au planning ou programme de la prestation, tous les Livrables décrits au présent Accord-cadre et demandés par ledit Pouvoir Adjudicateur, et à procéder aux corrections nécessaires en cas de réserves de l'Acheteur lors de la vérification des Livrables, dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception de la demande de correction transmise par l'Acheteur, sous réserve des dispositions qui suivent.

Aucune validation tacite des Livrables remis par le Titulaire ne peut avoir lieu.

9.2 - Vérification et admission de la Solution et de la maintenance associée

Par dérogation aux articles 33, 38 et 39 du CCAG-FCS, les opérations de vérification s'effectueront dans les conditions suivantes.

Les opérations de vérification ont pour objet de vérifier que la Solution mise à disposition de l'Acheteur par le Titulaire, est conforme aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels et ne comportent pas d'Anomalies.

Les Anomalies sont classées en trois catégories, en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel de la Solution.

La réception de la Solution et des différents Livrables ne peut être prononcée par l'Acheteur mandataire du groupement qu'au moyen de la signature d'un procès-verbal de recette, avec ou sans réserve.

Aucune réception ne peut être effectuée de façon tacite.

Seule la recette définitive, c'est à dire celle à l'issue de la période de Vérification de Services Réguliers (VSR), vaut reconnaissance de conformité de la Solution.

9.2.1 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) de la Solution

A compter de la date de notification de l'Accord-cadre, le Titulaire dispose d'un délai maximum **d'un (1) mois** pour mettre à disposition la Solution dans un environnement de recette, et déclencher les services demandés.

A compter de cette mise à disposition, et dans un délai maximum **de quinze (15) jours**, l'Acheteur effectue des tests sur l'environnement de recette.

La VABF est prononcée si au terme de la période de **quinze (15) jours**, visée ci-dessus, il ne subsiste plus d'Anomalies Bloquantes ou Majeures. Dans ce dernier cas, la VABF sera prononcée sous condition de la résolution des Anomalies mineures dans le cadre de la recette définitive. A l'issue de ce délai de quinze jours et en l'absence d'Anomalies Bloquantes ou Majeures, le Titulaire livre la Solution dans un environnement de production.

La vérification des fonctionnalités de la Solution démarre lors de cette mise en production et se déroule dans les conditions mentionnées à l'article 9.2.2 ci-dessous.

En cas de réserves portant sur des Anomalies Bloquantes ou Majeures, le Titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** pour lever les réserves. Il est alors procédé à une nouvelle tentative de prononcé de VABF.

Pour palier un éventuel différé de la mise en service du site, le Titulaire s'engage dans son offre sur un fonctionnement en mode dégradé conformément à l'article 3.3.1 du CCTP.

9.2.2 Vérification de services réguliers (VSR) de la Solution

La Vérification de Service Régulier (VSR) a pour but de constater que la Solution fournie par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation (notamment le respect des niveaux de service et la conformité de l'Application web à la Documentation) en vue de prononcer la Réception Définitive de ladite Solution.

Cette opération de vérification débute à l'issue de la livraison en environnement d'exploitation de la Solution et dure **quinze (15) jours**.

Durant cette période de VSR, le Titulaire s'engage à corriger toutes les Anomalies qui lui seront signalées par l'Acheteur, dans le respect des niveaux de service exigés.

Le service sera régulier si :

- les temps de réponse sont conformes à l'état de l'art,
- aucun dysfonctionnement n'est constaté. En cas de dysfonctionnement, le Titulaire devra apporter la preuve qu'aucune de ses prestations n'en est la cause,
- les interventions sur incidents (Anomalies) se sont déroulées conformément aux engagements pris par le Titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, l'Acheteur prononcera l'admission (ou encore réception définitive) à condition :

- d'une part, que la Solution fonctionne alors depuis plus de quinze (15) jours calendaires consécutifs sans apparition de nouvelle Anomalie Bloquante ou Majeure ;
- d'autre part, que l'ensemble des Anomalies Bloquantes et Majeures signalées au Titulaire aient été corrigées.

A défaut du prononcé de la Réception Définitive, l'Acheteur prononcera l'ajournement de la Réception Définitive, conformément aux dispositions ci-après. Lorsque l'Acheteur n'aura pas été en mesure de prononcer la Réception Définitive dans les délais prévus, du fait du Titulaire, il sera fait application des dispositions de l'article ci-après « Pénalités pour indisponibilité ». Lorsque l'Acheteur estime que la Réception Définitive ne peut être prononcée en raison d'Anomalie(s), il prononcera l'ajournement de la Réception Définitive en transmettant au Titulaire un avis d'ajournement motivé.

L'ajournement de la Réception Définitive entraîne la suspension des paiements.

L'Acheteur accordera un délai au Titulaire pour corriger les Anomalies. Si ce délai accordé apparaît insuffisant au Titulaire, celui-ci disposera d'un délai de cinq (5) jours courant à compter de la réception de l'avis d'ajournement pour indiquer, de manière motivée, en quoi le délai lui apparaît insuffisant et indiquer le délai complémentaire qu'il requiert.

En tout état de cause, le délai maximal accordé au Titulaire, à compter de l'avis d'ajournement, ne saurait dépasser **dix (10) jours ouvrés**. A défaut d'observations émises par écrit par le Titulaire dans les cinq (5) jours de la réception de l'avis d'ajournement, il sera considéré avoir accepté les motifs de l'ajournement ainsi que le délai proposé par l'Acheteur.

Dès livraison des corrections des Anomalies, il sera procédé à une nouvelle Vérification de Service Régulier sur une durée définie par l'Acheteur et dont le Titulaire est informé.

A l'issue de cette nouvelle vérification, si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception Définitive de la Solution, il sera procédé à un nouvel ajournement dans les conditions du présent article.

Si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception Définitive de la Solution à l'issue de la deuxième présentation en Vérification de Service Régulier, l'Acheteur pourra refuser définitivement la Réception Définitive de la Solution, auquel cas l'Acheteur pourra mettre fin de plein droit par anticipation à l'Accord-cadre, à la date d'envoi de l'avis de refus sans mise en demeure et ce, par dérogation aux dispositions du chapitre 8 « Résiliation » du CCAG-FCS.

Le refus définitif de prononcer la Réception Définitive de la Solution entraîne le non-paiement des sommes restant dues au Titulaire au titre de l'Accord-cadre, sans préjudice de l'application de pénalités et de tous dommages et intérêts au profit de l'Acheteur.

L'Acheteur se réserve également la possibilité d'accepter la Solution en l'état, sous réserve d'appliquer une réfaction du prix proportionnelle aux imperfections constatées et dont le montant ne peut excéder 50 % du prix forfaitaire de la prestation concernée.

La décision d'appliquer une réfaction est prise dans les conditions définies à l'article 30 du C.C.A.G - F.C.S.

La Réception Définitive de la Solution (signature du procès-verbal de Réception Définitive par les deux parties) déclenchera la période de garantie /maintenance.

9.2.3 Vérification et admission d'une Nouvelle Version de la Solution

Par dérogation aux articles 33, 38 et 39 du CCAG-FCS, à la mise en œuvre d'une évolution majeure de la Solution (évolution hors Mise à jour et qui impacte l'architecture ou les fonctionnalités du site en ligne), l'Acheteur mandataire du groupement procède aux opérations de vérifications dans les mêmes conditions que celles définies aux articles 9.2.1 et 9.2.2.

Préalablement à la livraison de la version, les délais de chaque vérification peuvent être réduits en fonction de la nature de l'évolution, après accord commun des Parties (cf. article 3.3.6 du CCTP).

9.2.4 Vérification des opérations de maintenance et de Mises à jour

Par dérogation aux articles 33, 38 et 39 du CCAG-FCS, l'Acheteur mandataire du groupement se réserve la possibilité de vérifier à l'issue de chaque année à compter de la mise en production de la Solution pour les opérations de maintenance, ou après réalisation de chaque Mise à jour, le bon fonctionnement de la Solution et des opérations réalisées. Dans ce cadre, il vérifie que :

- la Solution respecte les niveaux de service contractuels et sur lesquels le Titulaire s'est engagé ;
- les incidents sont corrigés dans les délais définis dans les documents contractuels ou d'un commun accord entre les Parties ;
- les Mises à jour demandées par l'Acheteur sont conformes à la demande de ce dernier.

Dans le cas où des défauts ou manquements sont constatés par l'Acheteur, celui-ci se réserve la possibilité, en sus des pénalités prévues à cette fin, d'appliquer une réfaction du prix de la maintenance proportionnelle aux imperfections constatées sur l'année et dont le montant ne peut excéder 50 % du prix forfaitaire de la prestation. Cette réfaction pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restantes dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation spécifique audit Titulaire.

Si les défauts et manquements constatés à l'occasion des opérations de maintenance entravent gravement le fonctionnement de la Solution ou entraînent durablement son indisponibilité, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier l'Accord-cadre, après mise en demeure du Titulaire.

9.3 - Vérification des autres prestations

9.3.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les vérifications sont effectuées **au moment même de la livraison** de(s) objet(s) ou de l'exécution du service (examen sommaire) **ou bien au plus tard dans un délai de vingt (20) jours** à compter de la remise des livrables.

Les vérifications ont pour objet de vérifier que :

- le livrable remis est complet et fourni dans les quantités demandés par l'Acheteur ;
- le livrable est conforme aux exigences contractuelles, présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'Accord-cadre et est conforme aux pratiques et règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

L'Acheteur vérifie en particulier :

Vérification quantitatives	- dénombrement
Vérifications qualitatives	<ul style="list-style-type: none"> - respect des fournitures demandées : modèle, caractéristiques, taille, matière, coloris ; - Visibilité et qualité du marquage ; - propreté des articles ; - qualité du conditionnement et des emballages ; - respect des normes françaises et européennes en vigueur.

9.3.2 Décision après vérification

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels (et en particulier, à l'article 9.1 ci-avant), l'Acheteur procède à l'admission des prestations. L'admission qualitative et quantitative est prononcée par la personne ayant passé la commande « le demandeur », ou celle chargée de la réception comme indiquée sur le bordereau de livraison.

Les décisions d'admission (avec ou sans réfaction) sont prises sous réserve des vices cachés.

Par dérogation à l'article 39. 1 du CCAG, en l'absence de décision notifiée du « demandeur » soit par lettre en mode recommandé avec avis de réception soit par voie électronique dans le délai **d'un (1) mois** suite à la fin des vérifications, l'admission des fournitures et services est réputée acquise.

Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels, l'Acheteur prend une décision conformément aux articles 38 et 39-2 à 39-3 du CCAG-FCS. Il informe notamment le Titulaire de l'ajournement ou du rejet des prestations, en indiquant les motifs de cette décision. De même, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes le Titulaire s'engage, conformément à la demande de l'Acheteur, soit à reprendre l'excédent fourni, soit à compléter la livraison ou achever la prestation, dans un délai prescrit par le « demandeur »

ou à défaut, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la constatation de non-conformité adressée au Titulaire.

En cas d'ajournement, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur, dans un délai indiqué par ce dernier et qui ne peut être supérieur à **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception de la décision d'ajournement transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, le Titulaire dispose à nouveau d'un délai qui ne peut être supérieur à **trois (3) jours ouvrés** pour effectuer les corrections nécessaires. Concernant les marquages personnalisés, conformément aux dispositions mentionnées au CCTP, si la validation n'est pas prononcée, le Titulaire sera alors amené à recommencer les épreuves à ses frais jusqu'à obtention d'un résultat conforme aux chartes graphiques et à une qualité de marquage satisfaisante (lisibilité, emplacement, caractère, police, couleur...).

A l'issue de ces **deux aller-retours**, en l'absence de correction du Titulaire dans les délais prévus ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, ou encore, si l'ajournement n'est pas possible compte tenu des délais, l'Acheteur peut :

- soit notifier une décision d'admission avec réfaction des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 3 du chapitre 8 et suivants du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Seules les prestations ou parties des prestations qui auront été admises par l'Administration pourront faire l'objet d'un règlement.

Toutes autres stipulations du CCAG-FCS relatives à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables dès lors qu'elles n'entrent pas en contradiction avec les stipulations du présent article.

10 - Garantie des prestations (hors Solution)

La garantie prévue à l'article 42 CCAG-FCS s'applique indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil et des garanties décrites à l'article 7.14 ci-avant spécifiques à la Solution mise en œuvre.

En cas de défectuosité d'un ou de plusieurs articles (vices cachés ou mauvaises conditions de transport), le Titulaire s'engage à assurer la reprise du ou des articles non conformes, le remplacement du ou des articles défectueux et la nouvelle livraison des articles conformes exclusivement à ses frais.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

11.2 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

11.3 - Paiements des prestations

Le prix d'une prestation est versé **après admission** de ladite prestation prononcée par l'Acheteur dans les conditions définies au présent CCAP, sur présentation de la demande de paiement détaillant la prestation effectuée et des justificatifs associés conformément à l'article 11.3 ci-après.

Seul le paiement des prestations suivantes est réalisé **avant admission** par l'Acheteur :

- la prestation d'exploitation récurrente (accès, maintenance et hébergement de la Solution), qui fait l'objet de paiements annuels à terme à échoir ;
- les commandes individuelles en ligne d'objet promotionnels, et le cas échéant, si l'Acheteur le formule expressément, les commandes professionnelles en ligne, dont le règlement intervient au moment de la commande sur le site.

11.4 - Acomptes

Le règlement de la prestation de conception et mise en œuvre de la Solution est réalisé après acceptation des prestations sur réception de la facture détaillant la part des prestations effectuée dans les conditions suivantes :

- 50% du montant des prestations liées à l'initialisation et la conception de la Solution après la livraison et vérification d'aptitude (VA) validée par l'Acheteur en environnement recette ;
- 50% du montant des prestations liées à la mise en œuvre Solution à la suite de la validation de la phase vérification de service régulier (VSR, réception définitive).

L'exécution des autres prestations de l'Accord-cadre ouvre droit au Titulaire, dès lors qu'elle se poursuit sur une **durée supérieure à trois (3) mois**, au versement d'**acomptes au maximum de fréquence mensuelle**, en fonction de l'état effectif d'avancement de la prestation.

Le paiement de l'acompte est effectué après acceptation ou constat d'avancement de la partie des prestations réalisées, matérialisé(e) par le visa par l'Acheteur de la demande de paiement du Titulaire.

11.5 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement (acomptes, soldes, règlement définitif) sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables en cours d'exécution et directement liés à l'Accord-cadre ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- La nature des prestations exécutées.

De plus, les demandes de paiement (acomptes, soldes, règlement définitif) doivent indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur et comporter les coordonnées bancaires ou être accompagnées d'un RIB. A défaut, elles sont retournées au Titulaire.

Facturation électronique :

- Pour la Caisse des dépôts :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY - Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

- Pour les filiales membres du groupement :

L'adresse d'envoi des factures est précisée au lancement de l'exécution de l'Accord-cadre ou dans les bons de commande.

L'Acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier toute demande de paiement qui comporterait des erreurs ou serait incomplète. Dans ce cas, il notifie au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

11.6 - Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

11.7 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

11.8 - Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours, mentionné plus haut si,

pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

12 - Pénalités

12.1 - Conditions générales d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours d'exécution de l'Accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre de l'article 12.3 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à **50 % du montant cumulé HT des prestations** à bons de commande émises en exécution de l'Accord-cadre.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-FCS.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. De même, la non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

12.2 - Pénalités de retard

Pour les délais exprimés en jours ou en mois, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels, ou force majeure, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 22.5 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est calculé ainsi qu'il suit :

Retard dans la mise en œuvre initiale de la Solution :

En cas de dépassement du délai contractuel (ou, le cas échéant, convenu entre les Parties) de mise en œuvre initiale de la Solution, le Titulaire encourt, en lieu et place de la pénalité calculée selon la formule précédente, une pénalité forfaitaire égale à **300 euros** par jour de retard.

Retard dans la correction des anomalies :

En cas de dépassement du délai contractuel de correction d'une anomalie, le Titulaire encourt, en lieu et place de la pénalité calculée selon la formule précédente, une pénalité forfaitaire égale à **100 euros** (pour les anomalies bloquantes) et **50 euros** (pour les anomalies majeures et mineures) par jour ou heure de retard, selon le délai de référence.

De même, en cas de dépassement du délai de prise en compte d'une alerte, le Titulaire encourt une pénalité de **20 euros** par heure de dépassement.

Retard dans la remise des nouveaux catalogues/tarifs du Titulaire :

Si le Titulaire n'a pas remis ses nouveaux tarifs dans le mois suivant l'anniversaire du présent Accord-cadre, une pénalité forfaitaire de **20 euros** par jour de retard est appliquée.

Dépassement des autres délais contractuels :

Le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, de livraison ou correction d'un Livrable (en cas d'ajournement ou d'admission avec réserve), et plus généralement à chaque fois qu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, une pénalité dont le montant est calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{VXR}{300}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en €

R = le nombre de jours ouvrés de retard

V = la valeur des prestations HT affectées par le retard.

Ces pénalités de retard sont plafonnées à **30% du montant** hors taxe du bon de commande concerné. En cas d'atteinte du plafond de pénalité susmentionné, l'Acheteur pourra procéder, par simple notification écrite, à la résiliation de l'Accord-cadre de plein droit pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard à raison de leur montant. Par dérogation à l'article 15 du CCAG-FCS, aucune prime pour réalisation anticipée ne sera due.

12.3 - Pénalités pour indisponibilité

En cas d'indisponibilité de la Solution, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Dépassement du délai d'indisponibilité (DMIA) : **50 euros** par heure de dépassement ;
- Dépassement du nombre d'indisponibilités : **100 euros** par nouvelle indisponibilité.

12.4 - Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

En cas de non-respect des obligations de la clause d'insertion sociale prévue à l'article 7.2 du CCAP, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes:

- Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle : **200 €** par jour de retard et par document
- Non remise du bilan annuel : **500 euros**
- Non réalisation du Volume d'heures d'insertion : **50 euros** par heure d'insertion non réalisée.

12.5 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **10 %** du montant cumulé HT des prestations à bons de commande émis en exécution de l'Accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

12.6 - Pénalités en cas de non-respect du reporting environnemental

Dans le cas où il ne fournit pas les données de reporting liées à la mesure des émissions de gaz à effet de serre dans les délais contractuels comme demandé à l'article 3.5.2 du CCTP, le Titulaire est redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire annuelle de **150 euros**.

13 - Responsabilités

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, coûts de

substitution de nouveaux Livrables, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du Titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Les dommages subis par la Caisse des Dépôts du fait d'une mauvaise exécution de ses prestations par le Titulaire sont expressément définis comme des dommages directs de l'Acheteur.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de réparation dans le cadre de litige, réclamation, action fondée sur des actes de contrefaçon du Titulaire.

En cas de co-traitance, l'Acheteur pourra engager la responsabilité du mandataire du groupement constitué par le titulaire quel que soit la forme du groupement, notamment pour les litiges, réclamations, actions, fondés sur des actes de contrefaçon du Titulaire.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à la reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, Le Site internet de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à en informer de l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment, durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15 - Résiliation de l'Accord-cadre

15.1 - Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'Accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Outre les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS, l'Accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- a) si aucun accord ne peut intervenir entre les Parties sur l'évolution des prix catalogue par rapport aux prix de l'année précédente et/ou que l'écart devient trop important (clause butoir), dans les conditions définies à l'article 6.2.3 du présent document ;

- b) en cas de manquement du Titulaire à son obligation de stabilité et de compétence de ses équipes dans les conditions définies à l'article 7.3 du CCAP, mettant en cause la bonne exécution de l'Accord-cadre ;
- c) en cas de non-respect des engagements de niveaux de service en termes de réactivité du Titulaire et de disponibilité de la Solution définis dans les Documents contractuels ;
- d) Si l'Acheteur ne peut pas prononcer la Réception Définitive de la Solution à l'issue de la deuxième présentation en Vérification de Service Régulier conformément à l'article 9.2.2
- e) Si les défauts et manquements constatés à l'occasion des opérations de maintenance tels qu'indiqués aux articles 7.15 et 7.16 ci-avant entravent gravement le fonctionnement de la Solution ou entraînent durablement son indisponibilité ;
- f) en cas de décision répétée de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 9 du présent document ou de rejet définitif d'une prestation suite à deux aller-retours entre les Parties, dans les conditions définies à l'article 9.3.2 ci-avant ;
- g) en cas d'atteinte des plafonds de pénalités stipulés à l'article 12 du CCAP ;
- h) en cas d'insuffisance de la police d'assurance du Titulaire ;
- i) en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 17.4 du présent CCAP ;
- j) en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Dans tous ces cas, sauf cas prévu au d), la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'Accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire ne perçoit aucune indemnisation, sous réserve des frais et investissements engagés par exécuter spécifiquement les prestations prévues au présent Accord-cadre, sur justificatif dûment fourni par le Titulaire.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

15.2 - Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

17 - Clauses complémentaires

17.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

17.2 - Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

17.3 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

17.4 - Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de

protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

17.5 - Changement de circonstances

Il est convenu que, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet de l'accord-cadre aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique de l'accord-cadre, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le Titulaire, sans obligation pour l'Acheteur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour l'Acheteur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre de l'accord-cadre dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

18 - Dérogations au CCAG - Fournitures courantes et services

- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG-FCS ;
- L'article 9.2 du CCAP déroge aux articles 33, 38 et 39 du CCAG-FCS ;
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS ;
- L'article 9.3.2 du CCAP déroge à l'article 39.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.2 et 15 du CCAG-FCS ;
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.